

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-05 du 6 février 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis annoncent collaborer avec le Mexique, l'Union européenne et le Japon pour développer conjointement des chaînes d'approvisionnements en minéraux critiques
2. Le gouvernement américain a présenté le projet « Vault » qui vise à constituer une réserve de minéraux critiques pour les entreprises américaines

Climat – énergie – environnement

3. Autres points sur la réunion ministérielle sur les minéraux critiques du 4 février
4. Les prix de gros de l'électricité ont augmenté en 2025 aux États-Unis en raison de la hausse des prix du gaz naturel

Transport et infrastructure

Brèves

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Numérique et innovation

Brèves :

Santé

5. Le Congrès américain adopte une réforme des Pharmacy Benefit Managers (PBM)

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).



Le Service économique régional de Washington a réuni hier, à l'Ambassade de France, en présence de l'Ambassadeur Laurent Bili, ses équipes de Washington, San Francisco et New York, ainsi que l'ensemble des partenaires de la Team France économique aux États-Unis : les Consuls généraux, les présidents des comités des Conseillers au commerce extérieur, les présidents et directeurs des French American Chambers of Commerce, Business France, et les French Tech.

Ce séminaire était consacré à la coordination des actions et méthodes de travail de la Team France et à la préparation des priorités 2026. La journée a alterné échanges d'analyse macroéconomique avec en particulier l'intervention de Nigel Chalk (directeur du département de l'Hémisphère occidental du FMI), et travaux opérationnels, afin de renforcer la coordination de notre action collective au service de la relation franco-américaine et de nos intérêts économiques français.

Commerce et sanctions

1. Les Etats-Unis annoncent collaborer avec le Mexique, l'Union européenne et le Japon pour développer conjointement des chaînes d'approvisionnements en minéraux critiques

Le 4 février 2026, le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) a publié une [déclaration conjointe](#) avec la Commission européenne et le Japon en vue de former un partenariat stratégique sur la résilience de la chaîne d'approvisionnement en minéraux critiques. Cette déclaration prévoit notamment :

- Un engagement à conclure d'ici 30 jours un Mémorandum of Understanding (MoU) entre les États-Unis et l'Union européenne qui visera à identifier les domaines de coopération pour soutenir des projets dans les secteurs de l'exploitation minière, du raffinage, de la transformation et du recyclage. Cette initiative sera dirigée par le Département d'Etat américain.
- Les États-Unis, l'Union européenne et le Japon ont affirmé leur intention « d'élaborer des plans d'action et d'explorer une initiative commerciale plurilatérale » avec des partenaires alignés, pouvant inclure des « prix planchers ajustés à la frontière, des marchés basés sur des normes, des subventions pour combler les écarts de prix ou des contrats d'achat garantis (offtake agreements) ». Cet effort sera dirigé par l'USTR.

En parallèle, le 4 février 2026 le représentant américain au commerce Jamieson Greer a annoncé un [« plan d'action »](#) bilatéral avec le Mexique sur les minéraux critiques. Ce dernier fixe un délai de 60 jours pour avancer sur plusieurs objectifs, notamment la faisabilité de la fixation d'un prix plancher. L'USTR et le Ministère mexicain de l'Economie seront à la manœuvre.

2. Le gouvernement américain a présenté le projet « Vault » qui vise à constituer une réserve de minéraux critiques pour les entreprises américaines

Le 2 février, le Président D. Trump a annoncé un [programme stratégique de stockage des minerais critiques](#) nommé projet « Vault ».

Il a pour objectif d'acheter et de stocker des minéraux pour les constructeurs automobiles, les entreprises technologiques et d'autres fabricants. Il serait financé par 1,67 milliards de dollars de

capitaux privés et par un prêt de 10 milliards de dollars de la Banque d'import-export des États-Unis (EXIM Bank).

Pour participer au projet, les entreprises civiles doivent s'acquitter d'un coût d'entrée, de frais de transactions de 2% pour les coûts de stockage et d'une partie des intérêts du prêt de l'EXIM Bank.

Les entreprises s'engageront alors à acheter les minéraux à un prix fixé par l'administration, à laquelle elles présenteront une liste des matériaux dont elles ont besoin. Le stock du projet « Vault » fournira ensuite les matériaux demandés, par l'intermédiaire de trois sociétés de négoce en matières premières (*Hartree Partners*, *Traxys North America* et *Mercuria Energy*). Le stock d'urgence couvrira les besoins de l'industrie américaine pour une durée de 60 jours.

Ce projet intervient en complément du *National Defence Stockpile*, géré par la *Defence logistics agency*, qui achète des minerais et métaux stratégiques destinés au secteur de la défense, et utilisables uniquement en temps de guerre ou pour les besoins de la défense nationale.

Brèves

- Le 2 février 2026, dans un [message publié sur Truth](#), le Président américain D. Trump a indiqué avoir conclu un accord commercial avec l'Inde, abaissant à 18 % les droits de douane « réciproques », affirmant que l'Inde mettrait fin à ses achats de pétrole russe et augmenterait ses importations d'énergie en provenance des États-Unis. L'Inde s'engagerait également à acheter 500 milliards de dollars de biens américains sur cinq ans.

Climat – énergie – environnement

3. Autres points sur la réunion ministérielle sur les minéraux critiques du 4 février

Le Département d'Etat (DoS) a [publié](#) le 4 février une fact-sheet rendant compte de la réunion ministérielle organisée le même jour sur le thème des minéraux critiques. Il est souligné que plusieurs membres du gouvernement ont pris la parole à cette occasion (le Secrétaire d'Etat M. Rubio, le Vice-Président J.D. Vance, le Secrétaire au Trésor S. Bessent, le Secrétaire de l'Intérieur D. Burgum, le Secrétaire de l'Energie C. Wright, et le représentant au Commerce J. Greer) en présence de représentants de 54 pays et de la Commission européenne, dont 43 de niveau ministre.

La fact-sheet rend compte des résultats de la réunion en mentionnant :

- La signature de onze nouveaux accords bilatéraux ou protocoles d'accord (MoU) sur les minéraux critiques avec plusieurs pays, notamment l'Argentine, les Îles Cook, l'Équateur, la Guinée, le Maroc, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, les Émirats arabes unis et l'Ouzbékistan. Il est rappelé qu'au cours des cinq derniers mois, les États-Unis ont signé dix autres accords ou protocoles d'accord similaires et ont mené à bien les négociations sur de tels accords avec dix-sept autres pays.
- la création de FORGE, qui succède au Minerals Security Partnership (MSP). FORGE sera présidé par la République de Corée jusqu'en juin et « mènera une action audacieuse et décisive pour relever les défis actuels du marché mondial des minéraux critiques ». Il est prévu que les partenaires de FORGE collaborent au niveau des politiques et des projets afin de faire progresser les initiatives qui renforcent la diversification, la résilience et la sécurité des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques.
- le partenariat étroit nécessaire avec le secteur privé, notamment par l'intermédiaire de l'initiative « Pax Silica », qui jouera un rôle de premier plan grâce à des investissements dans l'exploitation minière, le raffinage et la transformation, les applications finales, le recyclage et le retraitement. Le 3 février, la veille de la réunion ministérielle, s'est tenue une réunion de représentants du secteur privé et des gouvernements du monde entier pour discuter des défis liés à la chaîne d'approvisionnement et des opportunités d'investissement. Ce jour-là, a notamment été signé un protocole d'accord entre Glencore et le consortium Orion Critical Mineral Consortium, soutenu par les États-Unis, concernant une acquisition potentielle d'actifs en République démocratique du Congo (RDC).

La fact-sheet souligne également la mobilisation de « ressources sans précédent » par le gouvernement américain pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques, par le soutien de projets à hauteur de plus de 30 Mds\$ au cours des six derniers mois, en partenariat avec le secteur privé. Des douzaines de projets similaires sont annoncés comme devant être concrétisés prochainement.

4. Les prix de gros de l'électricité ont augmenté en 2025 aux États-Unis en raison de la hausse des prix du gaz naturel.

L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a [indiqué](#) le 2 février que les prix moyens de gros de l'électricité sur le territoire continental américain (48 Etats) ont été plus élevés en 2025 qu'en 2024, en grande partie en raison de la hausse des prix du gaz naturel pour les producteurs d'électricité. La plus forte hausse des prix a été de 29 dollars par mégawattheure (MWh) dans le réseau indépendant de Nouvelle-Angleterre (ISO-NE), et la plus forte baisse a été de 14 dollars/MWh dans le nord-ouest, dans la région de Mid-Columbia.

Le prix de gros de l'électricité sur le réseau électrique reflète le coût à terme et en temps réel de l'approvisionnement en électricité, qui peut être influencé par les fluctuations de la demande et des coûts des combustibles. La plupart des clients particuliers paient des prix basés sur le coût moyen saisonnier de la fourniture d'électricité et ne subissent pas ces fluctuations quotidiennes des prix. L'EIA indique toutefois que les variations du prix du gaz naturel ont une influence disproportionnée sur les prix de gros de l'électricité, car ce sont les prix du gaz naturel qui déterminent le prix marginal de l'électricité pendant la plupart des heures sur la plupart des marchés régionaux.

Les prix spot de référence Henry Hub (Louisiane) s'élevaient ainsi en moyenne à 3,52 dollars par million d'unités thermiques britanniques (MMBtu) en 2025, soit 56 % de plus qu'en 2024, année où les prix avaient atteint des niveaux historiquement bas après correction de l'inflation. Les prix moyens du gaz naturel dans les hubs du nord-est d'Algonquin City Gate (Massachusetts) et de Transco Zone 6 NY (New York) ont été en moyenne deux fois plus élevés en 2025 qu'en 2024.

Par rapport à 2024, la production d'électricité a augmenté de 2 % en 2025, soit 93 milliards de kilowattheures (BkWh). Malgré l'augmentation de la production totale d'électricité, la production à partir du gaz naturel a diminué de 3 % (53 BkWh) en 2025 en raison de la hausse des prix du gaz naturel. Cette baisse a été largement compensée par une augmentation de 11 % (76 BkWh) de la production à partir du charbon, moins coûteux, et par une augmentation de 32 % (66 BkWh) de la production solaire.

Transport et infrastructure

Brèves

- Le secrétaire aux Transports, Sean Duffy, a [annoncé](#) le 3 février que Texas GulfLink, LLC a obtenu une licence pour posséder, construire et exploiter un port en eaux profondes destiné à l'exportation de pétrole brut depuis les États-Unis. Il sera situé à environ 26,6 miles nautiques au large des côtes du comté de Brazoria (Texas). Cette licence est présentée comme la première autorisée en vertu du décret présidentiel « Unleashing American Energy », et comme constituant une étape cruciale pour consolider la position de l'Amérique en tant que superpuissance énergétique mondiale. Le port en eaux profondes est conçu pour accueillir les Very Large Crude Carriers (VLCC), réduisant significativement la congestion des navires dans les eaux côtières, améliorant la sécurité de la navigation et améliorant l'efficacité logistique des exportations américaines de pétrole brut (jusqu'à 1 million de barils par jour).

Industrie

Brèves

- Le 4 février 2026, Brendan Carr, président de la Federal Communications Commission (FCC) a [annoncé](#) sur X que le Bureau spatial de la FCC avait accepté la demande de SpaceX de déployer un nouveau système en orbite non géostationnaire (NGSO) pouvant compter jusqu'à un million de satellites. Ces nouveaux « Orbital Data Centers » utiliseraient l'énergie solaire et des liaisons laser haut débit pour alimenter les besoins croissants en calcul IA. SpaceX précise que ce système représenterait "the first step towards becoming a Kardashev II-level civilization – one that can harness the Sun's full power". La Commission a ouvert la procédure publique de réponse sur la proposition de SpaceX.
- Le 4 février 2026, le Financial Times [rapporte](#) que Ford multiplie les discussions avec les constructeurs chinois, tant aux États-Unis qu'en Europe.

Aux États-Unis, après des contacts évoqués avec le constructeur chinois BYD, c'est avec Xiaomi que les échanges semblent être les plus engagés, autour de l'hypothèse d'une

coentreprise pour produire des véhicules électriques sur le sol américain. Ces informations ont suscité des réactions politiques, notamment de la part de John Moolenaar, président républicain de la commission de la Chambre des représentants sur la Chine, qui a estimé qu'un tel rapprochement reviendrait à « tourner le dos aux partenaires américains et alliés et à rendre les États-Unis davantage dépendants de la Chine ». Ford et Xiaomi ont toutefois tous deux démenti l'existence de ces discussions.

En Europe, Ford mènerait également des discussions avec le constructeur chinois Geely, déjà propriétaire de Volvo, dans le but de relancer ses capacités industrielles, notamment sur sa « méga-usine » allemande de Cologne, actuellement en sous-régime. Ce partenariat permettrait à Geely de produire des véhicules sous sa propre marque en Europe et de répondre au cadre tarifaire européen applicable aux véhicules électriques importés de Chine. Ford n'a cette fois pas nié les discussions, évoquant « être en discussion avec de nombreuses entreprises sur divers sujets ».

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 2 février 2026, The Walt Disney Company a [publié](#) ses résultats annuels pour l'exercice 2025. Le groupe a enregistré un chiffre d'affaires annuel record de 94,4 Md\$, mais a vu son bénéfice net reculer à 2,40 Md\$, contre 2,55 Md\$ un an plus tôt. Ce résultat est porté par la branche Parks and Experiences, une activité générant 36 Md\$ de revenus et représentant près de 70 % des profits du groupe. Le lendemain, le conseil d'administration a approuvé à l'unanimité la nomination de Josh D'Amaro au poste de directeur général, jusqu'alors à la tête de cette branche particulièrement rentable. Dans un contexte de défis persistants liés au streaming, à la concurrence accrue et aux évolutions technologiques, la combinaison de résultats contrastés et d'incertitudes liées à la transition managériale a pesé sur le titre, qui a reculé de 7,4 %

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

- La secrétaire à l'agriculture Rollins a [déclaré](#) que le nombre de bénéficiaire du *Supplemental Nutrition Assistance Program* ([SNAP](#)), le principal programme d'aide alimentaire nationale, a baissé de 1,75 M depuis l'entrée en fonction de Donald Trump. La secrétaire s'est félicitée de ce chiffre déclarant que l'administration Trump « redonne toute sa dignité au travail en aidant les gens à s'aider eux-mêmes plutôt que de leur faire la charité ». En 2024, environ 42 M de personnes ont bénéficié du SNAP.
- Le sénateur Chuck Grassley (républicain, Iowa) a déclaré avoir écrit à la *Federal Trade Commission* (FTC) et au *Department of Justice* (DOJ) pour demander l'application de la loi antitrust à deux géants nord-américains du secteur des engrais, Mosaic (USA) et Nutrien (CAN), qu'il accuse de former un duopole. Le sénateur a également [proposé](#) en septembre le [Fertilizer Research Act](#), un texte bipartisan qui obligerait l'USDA à examiner la concurrence dans le secteur des engrais et à accroître la transparence dans la fixation des prix. La représentante Nikki Budzinski (démocrate, Illinois) a indiqué qu'elle faisait son possible pour que la loi soit intégrée au prochain *Farm Bill*. Récemment, Brook Rollins et son adjoint Stephen Vaden ont également accusé Mosaic et Nutrien d'avoir manipulé les prix. Ils ont déclaré que l'USDA travaille à déterminer si des comportements anticoncurrentiels ont contribué à la forte [augmentation](#) des prix des engrais aux États-Unis.

Numérique et innovation

Brèves

- Le 28 février, l'entrepreneur Matt Schlicht a lancé [Moltbook](#), un réseau social conçu pour être exclusivement accessible à des agents d'intelligence artificielle. La plateforme permet à ces agents de publier des contenus et d'interagir entre eux au sein de forums, selon une interface inspirée de celle de Reddit. Au 2 mars, Moltbook [aurait](#) rassemblé plus de 1,5 million

d'agents IA et donné lieu à plusieurs dizaines de milliers d'interactions.

- Le 2 février, Waymo, producteur de véhicules autonomes et filiale du groupe Alphabet, maison mère de Google, a [annoncé](#) une levée de fonds de 16 Mds\$, valorisant l'entreprise à 126 Mds\$.
- Le 2 février, SpaceX, entreprise fondée par Elon Musk et spécialisée dans les infrastructures et services satellitaires, a [annoncé](#) l'acquisition de xAI, laboratoire d'intelligence artificielle également fondé par le milliardaire. Les paramètres financiers de l'opération n'ont pas été rendus publics, mais la presse [évoque](#) un montant de l'ordre de 250 Mds\$, portant la valorisation de l'ensemble à environ 1 250 Mds\$. Selon xAI, ce rapprochement vise notamment le développement de centres de données dédiés à l'IA en orbite.
- Le 3 février, le *Department of Justice* (DoJ), accompagné des procureurs généraux de plusieurs États fédérés, a [fait appel](#) de la décision rendue le 2 septembre 2025 sur les mesures correctrices à imposer à Google après qu'un tribunal fédéral a jugé que l'entreprise détenait illégalement une position de monopole sur le marché de la recherche en ligne ([voir Brèves sectorielles du 5 septembre 2025](#)). Google aurait également fait appel de son côté pour contester les mesures correctrices retenues.
- Le 4 février, à l'occasion de la publication de ses résultats trimestriels, Google a [annoncé](#) prévoir un quasi-doublement de ses dépenses d'investissement (Capex) consacrées aux infrastructures de données destinées au déploiement de l'IA, avec des investissements pouvant atteindre jusqu'à 185 Mds\$, contre environ 90 Mds\$ en 2025.

Santé

5. Le Congrès américain adopte une réforme des Pharmacy Benefit Managers (PBM)

La loi de financement fédéral adoptée par le Congrès américain et [signée](#) par le Président le 3 février comporte un ensemble de dispositions visant les Pharmacy Benefit Managers (PBM), intermédiaires chargés de négocier les prix des médicaments et de gérer les remboursements pour le compte des assureurs. Ces dispositions prévoient notamment l'interdiction de certaines pratiques de négociation des prix des médicaments, renchérissant

artificiellement les coûts pour les patients et les payeurs afin d'accroître les marges des PBM, des mesures de transparence des remises et honoraires perçus par ces intermédiaires, et des mécanismes destinés à répercuter plus directement les économies négociées sur les assurés et les programmes publics de santé.

La principale fédération de l'industrie pharmaceutique américaine, la Pharmaceutical Research and Manufacturers of America (PhRMA), a [salué](#) l'adoption de ces réformes en estimant qu'elles favoriser[ai]ent la transparence » et contribueraient à « réduire les coûts pour les patients », tout en soulignant la nécessité de poursuivre les efforts pour s'assurer que les économies générées par le système bénéficient effectivement aux malades plutôt qu'aux intermédiaires.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)